

Burkina Faso : le drame de Yirgou endeuille les Peuls

Les violences ethniques sont exacerbées par la montée du djihadisme, comme en témoignent de récents massacres

REPORTAGE

BARSALOGHO (BURKINA FASO) -
envoyée spéciale

Sur son visage, le choc se lit encore. Souvenirs gravés d'un massacre auquel il a survécu. C'était le 1^{er} janvier à Foubé, un hameau du nord du Burkina Faso. « Ils ont rassemblé tous les hommes sous un hangar, nous ont couchés à terre et nous ont tiré dessus l'un après l'autre. Mon père, mon grand frère, mon oncle. Six personnes », raconte Moussa Dicko (les noms ont été changés). L'éleveur peul de 39 ans a encore les yeux emplis d'effroi lorsqu'il raconte ces heures terribles où deux hommes armés, des *kogllewoogo*, selon lui – des membres d'un groupe d'autodéfense local –, ont fait irruption, brûlant les cases et s'en prenant aux habitants. « Je suis resté allongé, poursuit-il. Puis je me suis levé et j'ai couru. J'ai échappé à leurs tirs en me cachant dans la brousse. »

Pour rejoindre Barsalogo, le chef-lieu du département, à plus de 80 kilomètres de là, il a marché trois jours durant, avec sa femme et ses enfants, sans boire ni manger, jusqu'à ce qu'un routier les conduise près de la ville, dans un camp humanitaire dressé à la vavite. « Une partie de ma famille est restée là-bas, je n'ai aucune nouvelle d'eux », s'inquiète-t-il. A ses côtés, Yacouba Diallo, lui aussi présent dans le hangar le jour de la tuerie, n'a plus vraiment de mots. Il soulève simplement la manche droite de son manteau déchiré au coude, découvrant les dizaines de cicatrices laissées par les impacts de balles. « Leurs fusils de chasse », lâche-t-il, en fulfulde, la langue peule.

Foubé n'est pas le seul site touché par de telles violences. Au total, 18 hameaux peuls des environs du village de Yirgou (centre-nord) ont été attaqués en janvier, faisant au moins 49 morts, selon les chiffres officiels. Un bilan qui pourrait être bien plus lourd : d'après Boubakary Diallo, le secrétaire général de l'Union nationale des rugga du Burkina, une organisation d'éleveurs, 110 Peuls ont été tués durant cette période.

Cycle de représailles

Tout a commencé le 1^{er} janvier à Yirgou, où cohabitent depuis toujours les Mossis, majoritaires dans le pays, et les Peuls. Ce jour-là, six Mossis sont exécutés

par un groupe d'hommes djihadistes arrivés en moto. « Après cette attaque, la rumeur a couru que les Peuls étaient complices,

relate Abdoulaye Pafadnam, le maire de Barsalogo. La population était très en colère et d'autant plus assoiffée de vengeance qu'une des victimes était un chef de village, féticheur et conseiller municipal très apprécié. »

Le cycle des représailles se serait alors enclenché. Ordre aurait été donné d'« exterminer tous les hommes peuls » accusés d'avoir aidé les « terroristes ». « Ensuite, ça a été un carnage », assure Boubakary Diallo, venu de Ouagadougou pour prêter main-forte aux personnes déplacées : « On n'avait jamais vu ça. Même la recherche des corps est difficile, des cadavres ont été enterrés à la sauvette ou jetés dans des puits. »

Jamais le Burkina Faso, pays de près de 20 millions d'habitants où cohabitent une soixantaine d'ethnies, n'avait connu des violences intercommunautaires aussi meurtrières. « Ce qui s'est produit était inimaginable », avoue M. Pafadnam. « Comment des frères qui ont grandi ensemble en sont-ils arrivés là ? », s'étonne-t-on à Barsalogo.

Certes, la cohabitation n'a jamais été simple, mais elle a connu ces dernières années un regain de tensions. En cause : le difficile partage des terres arides dans ce pays enclavé du Sahel où plus de 80 % de la population vit de l'agriculture. Entre les cultivateurs (en majorité des Mossis) et les éleveurs (en majorité des Peuls), les litiges se multiplient : pour l'accès à l'eau, bien sûr, mais aussi aux pâtures, alors que les couloirs de transhumance des uns traversent régulièrement les surfaces cultivées des autres.

« Délit de faciès »

Ces rivalités ont été exacerbées par la montée de la menace terroriste. Depuis 2015, les attaques ont fait plus de 270 morts au Burkina Faso. Or la région burkinabée du Sahel, peuplée en majorité de Peuls, est l'épicentre du conflit et le lieu de naissance du premier groupe djihadiste burkinabé. Pour certains, « Peuls » et « terroristes » ne feraient donc qu'un. « On nous accuse d'avoir apporté le djihadisme ici, expli-

« Nous sommes victimes d'une stigmatisation,

d'un délit de faciès»

DAOUDA DIALLO

Kisal, association de défense des populations pastorales

que Daouda Diallo, le directeur de Kisal, une association de défense des droits des populations pastorales au Burkina Faso. Nous sommes victimes d'une stigmatisation, d'un délit de faciès. »

L'amalgame a été aggravé par le fait que deux prédicateurs radicaux du Sahel ouest-africain sont des Peuls. Le plus connu, le Malien Amadou Koufa, a fondé le Front de libération du Macina, avant d'être tué lors d'un raid des forces spéciales françaises en novembre 2018. Le second, Ibrahim Malam Dicko, est à l'origine d'Ansaroul Islam, un groupe terroriste actif dans le nord du Burkina Faso et au Mali.

« Dicko a recruté de nombreux Peuls en se présentant en défenseur des pauvres. Depuis que certains d'entre eux ont rejoint ses rangs, cette communauté, déjà marginalisée, est devenue un bouc émissaire, abusivement accusée de soutenir les terroristes », indique Rinaldo Depagne, directeur Afrique de l'Ouest d'International Crisis Group, une ONG de prévention des conflits.

Dans ce climat délétère, des groupes d'autodéfense *kogllewoogo* se sont développés. Nés il y a près de trente ans pour veiller à la protection de l'environnement, ces « gardiens de la brousse » (traduction de *kogllewoogo* en moré, une des langues principales au Burkina Faso) s'imposent désormais dans la lutte contre les voleurs de bétails et les bandits, alimentant un peu plus les inquiétudes des Peuls. « Ils nous accusent d'être des voleurs, de cacher les djihadistes », explique un représentant de la communauté à Barsalogo.

L'insécurité grandissante, le manque de moyens des forces de l'ordre et la lenteur de l'appareil judiciaire ont fait le lit de ces milices rurales, qui compteraient plus de 4 000 groupes sur l'ensemble du territoire. Officiellement intégrés dans le dispositif de police de proximité depuis 2016, ces « justiciers » armés peinent en réalité à collaborer sur le terrain. « L'action des autorités n'est pas suffisante, nous devons agir nous-mêmes », justifie Salfo Ouedraogo, le président des *kogllewoogo* de Barsalogo.

L'homme est fier de ce qu'il appelle sa « dernière victoire ». Elle remonte au 4 mai 2018, date à laquelle il a arrêté deux terroristes présumés, coupables selon lui d'avoir incendié une école et semé la terreur sur un marché des environs. « Juste après l'attaque, ils ont menacé de nous éliminer », assure un chef peul de la

commune. Questionné sur son rôle dans les représailles du 1^{er} janvier, Salfo Ouedraogo se défend : « Certains font tout pour salir notre nom ! On m'a informé de l'attaque à Yirgou. J'ai alerté les forces de sécurité. Quand je suis arrivé, les villages avaient déjà eu lieu. Des villageois se sont vengés sur les Peuls, mais je ne sais pas qui a mené les exactions. »

« Vérité et justice »

Le drame de Yirgou a provoqué une immense onde de choc au Burkina Faso. Samedi 12 janvier, des centaines de personnes ont défilé dans les rues de Ouagadougou à l'appel du Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés, créé après les événements, pour réclamer « vérité et justice ».

Du côté des autorités, la question embarrassée. Au Burkina Faso, pays longtemps épargné par l'hydre terroriste et les conflits intercommunautaires, les tensions entre ethnies restent un tabou. « Rien, absolument rien, ne peut justifier cette violence meurtrière. Le Burkina Faso est un seul peuple, nous sommes unis et notre pire ennemi, c'est le terrorisme », a tenté d'apaiser le président, Roch Marc Christian Kaboré, le 5 janvier. Mais depuis l'ouverture d'une enquête judiciaire par le procureur du tribunal de Kaya, le 1^{er} janvier, aucune interpellation n'a été effectuée.

Au camp de Barsalogo, certains déplacés ne peuvent s'empêcher de douter. « Je ne sais pas si la justice sera faite un jour, je suis sceptique sur la capacité de l'Etat à sanctionner ces crimes », se désole Aminata Diandé, Peule de 60 ans qui a perdu son mari et deux de ses fils. Un camion brinquebalant fait irruption dans un nuage de poussière. Entassées à l'arrière, une dizaine de femmes, bébés à bout de bras, en descendent une à une. Depuis le 1^{er} janvier, les plus de 6 000 déplacés de la région du Centre-Nord traînent dans leur sillage la peur et la consternation. ■

SOPHIE DOUCE



En pleine crise sécuritaire, Ouagadougou veut relancer le G5 Sahel

Le Burkina Faso, cible de multiples attaques, prend la présidence de la force spéciale antiterroriste regroupant cinq Etats de la région

OUAGADOUGOU - *correspondance*

Le Burkina Faso a pris officiellement la présidence du G5 Sahel, mardi 5 février, à Ouagadougou, capitale trois fois meurtrie par des attentats en trois ans. « *Nous devons redoubler d'efforts pour accélérer la montée en puissance de la force conjointe* », a martelé le président burkinabé, Roch Marc Christian Kaboré, lors du cinquième sommet des chefs d'Etat de cette alliance militaire antiterroriste, qui regroupe la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

Les enjeux de la présidence burkinabée sont de taille. Deux ans après son lancement, la force conjointe du G5 Sahel peine à se mettre en place et les groupes ter-

roristes gagnent du terrain dans certaines zones. « *Nous devons donner une nouvelle impulsion à la force* », promet Gilbert Zongo, le coordonnateur national des actions du G5 Sahel au Burkina.

Il s'agit notamment de rebondir, après la destruction du quartier général de la force conjointe, frappé par un attentat-suicide le 29 juin 2018 à Sévaré, au Mali, suspendant de facto les opérations. Depuis le 15 janvier, celles-ci ont repris : trois ont été menées sur les fuseaux centre, ouest et est. « *Et elles vont se poursuivre* », affirme le nouveau commandant de la force conjointe, le Mauritanien Hanana Ould Sidi. *Nous sommes en train d'étudier les moyens les mieux adaptés, les plus pertinents, pour une coopération plus forte entre les forces armées et*

de sécurité nationale et la force conjointe. »

Mais sur le terrain, les soldats manquent toujours d'équipements de protection et de véhicules blindés. « *De fortes lacunes en matière de formation et de capacités, l'absence de bases opérationnelles sûres et fortifiées et le manque de fonds persistent et ralentissent le déploiement et l'équipement des contingents* », a souligné le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, dans un rapport remis au Conseil de sécurité le 12 novembre 2018.

Manque de financements

Selon nos informations, la force spéciale, qui doit atteindre à terme une capacité de 5 000 militaires, serait opérationnelle à 75 %. Problème : avec des besoins esti-

més à 423 millions d'euros pour 2019, le G5 Sahel bute encore sur un manque de financements. Sur les 414 millions d'euros de contributions annoncés par la communauté internationale en février 2018, près de 160 millions n'ont toujours pas été versés. « *Un nouveau dispositif permettant d'accélérer la mise à disposition des fonds est en place, le décaissement devrait se faire dans les semaines à venir* », assure un expert. « *Nous attendons que les partenaires tiennent leurs promesses* », rappelle de son côté Gilbert Zongo.

Mais les inquiétudes actuelles concernent aussi le Burkina Faso, confronté à une crise sécuritaire d'une ampleur inédite. Les forces de défense peinent à contenir la montée de la menace terroriste. Depuis 2015, 324 attaques djih-

distes ayant causé la mort de plus de 340 personnes ont déjà été recensées par l'ONG Armed Conflict Location and Event Data Project. Lundi 4 février, quatorze civils ont été tués à Kain, dans le Nord.

« *Ces attaques semblent indiquer que des groupes terroristes se sont établis (...) au-delà des zones d'opération principales des forces armées internationales et des pays membres du G5 Sahel* », souligne Antonio Guterres, dans son rapport de novembre. « *La force conjointe devra intervenir davantage sur toutes les zones frontalières des pays du G5. Les opérations dans l'est du Burkina Faso, près de la frontière nigérienne, seront probablement renforcées* », confie un expert du G5 Sahel. Mardi, cinq gendarmes ont été tués dans une attaque

contre un détachement militaire à Oursi, dans le nord du pays.

En coulisses, certains analystes s'interrogent : comment le Burkina Faso, nouveau « maillon faible » de la région, parviendra-t-il à ranimer cette force spéciale antiterroriste ? En ce début d'année, le pays encaisse déjà les coups : conflits intercommunautaires, attaque de la base militaire de Nas-soumbou (le 28 janvier, dans le Nord), démission du gouvernement et limogeage du chef d'état-major des armées ont marqué l'actualité. « *Le Burkina ne sera pas seul*, assure Gilbert Zongo. *Nous sommes cinq pays solidaires. Et cette présidence peut au contraire servir de tribune pour attirer l'attention sur les questions prioritaires et trouver les solutions.* » ■

S. D.O.